



Janet Yellen, succession dans la continuité à la tête de la FED

Après huit années de service à la tête de la FED, Ben Bernanke laisse sa place à Janet Yellen qui occupait depuis quatre ans le poste de vice-présidente de l'institution. Mme Yellen, 67 ans, est titulaire d'un Doctorat d'économie obtenu à l'université de Yale en 1971 ; elle a enseigné à Berkeley, à Harvard ainsi qu'à la London School of Economics. Reconnue comme une économiste compétente, elle avait été une des seules voix à avertir les gouverneurs de la FED, dès 2005, sur les risques que faisait courir le marché immobilier américain sur l'économie mondiale. Joseph Stiglitz (prix Nobel d'économie en 2001 et l'un de ses anciens professeurs) dit d'elle que c'est « une des meilleures étudiantes que j'aie jamais eue ». Dans le milieu des Banques centrales, elle est perçue comme une « colombe », dont les préoccupations vont d'avantage vers le chômage et la croissance, que vers un contrôle ferme de l'inflation. Ses positions au sein de la FED ont toujours été dans la droite ligne de celles de Ben Bernanke, ce qui laisse penser que son action ira dans le même sens. Ainsi, lors de sa première intervention publique, mardi 11 février, consacrée à la présentation du rapport semi-annuel sur la politique monétaire, elle a indiqué que, ni les chiffres décevants du chômage américain, ni les problèmes rencontrés actuellement par les pays émergents, n'empêcheront la FED de procéder à un ralentissement graduel (« tapering ») de ses achats d'actifs. Ceux-ci ont été ramenés entre décembre 2013 et février 2014 de 85 à 65 milliards de dollars. Selon elle, la FED « continuera probablement de réduire ses achats d'actifs par étapes mesurées ». Janet Yellen a par ailleurs souligné que la politique monétaire de la FED demeurera pendant longtemps accommodante, même si le taux chômage descend en dessous de 6,5 % dont il est proche aujourd'hui.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 6 février 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro restent faibles et les évolutions de la monnaie et du crédit sont atones. Les anticipations d'inflation pour la zone euro à moyen et long terme restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Comme indiqué précédemment, nous traversons actuellement une période prolongée de faible inflation, qui sera suivie d'une remontée graduelle vers des taux d'inflation inférieurs à, mais proches de 2 %(...). Nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE. Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. En ce qui concerne la volatilité récente du marché monétaire et ses implications éventuelles pour l'orientation de notre politique monétaire, nous suivons attentivement les évolutions et sommes prêts à examiner tous les instruments disponibles. Au total, nous restons fermement déterminés à conserver notre orientation largement accommodante et à prendre, si nécessaire, de nouvelles mesures décisives. »

2 - Eurostat

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,0% en décembre 2013, en légère baisse depuis octobre (12,1 %). Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 10,7% en décembre 2013, en repli par rapport au taux de 10,8% relevé en novembre. En décembre 2013, 26,200 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 19,010 millions dans la zone euro. Par rapport à novembre 2013, le nombre de chômeurs a diminué de 162 000 dans l'UE28 et de 129 000 dans la zone euro. Comparé à décembre 2012, le chômage a décliné de 173 000 personnes dans l'UE28, mais s'est accru de 130 000 dans la zone euro. Parmi les états membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,1 %) et au Luxembourg (6,2 %) ; à l'inverse, les taux les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,8 % en octobre 2013) et en Espagne (25,8 %).

Actualité législatives

Publications au Journal Officiel

Ordonnance n° 2014-86 du 30 janvier 2014 allégeant les obligations comptables des micro-entreprises et petites entreprises

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=48A46640E4EBB5509EC0AAC9675D974C.tpdjo05v_3?cidTexte=JORFTEXT00028543329&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028543293

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Le regain de confiance se confirme au 4^e trimestre 2013

L'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit sa hausse pour le troisième trimestre consécutif (+ 2,4 points). Proche de sa moyenne de longue période, il s'établit désormais à 96,4 points.

L'opinion des chefs d'entreprise sur le trimestre passé explique l'essentiel de l'amélioration de l'ICA (+ 1,7 point). La trésorerie notamment s'améliore nettement. La composante future contribue également à la progression de l'indicateur (+ 0,7 point), mais de façon moindre. Les entrepreneurs anticipent ainsi une meilleure orientation de leurs effectifs et de leurs délais de paiement.

Dans ce contexte plus optimiste, les prévisions d'investissement à un an tardent néanmoins à retrouver une orientation favorable.

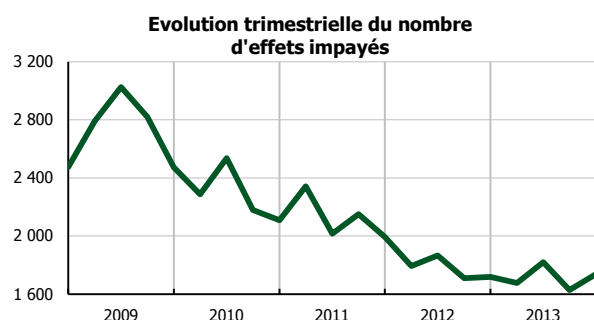
Les « premières tendances » au 4^e trimestre 2013 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).

Indicateur du climat des affaires à La Réunion
100 = moyenne de longue période



Source : enquête de conjoncture IEDOM

Baisse du nombre d'effets de commerce impayés en 2013



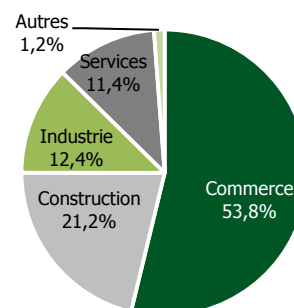
Source : IEDOM

La répartition par activité évolue peu entre 2012 et 2013. Avec 19,6 millions d'euros, le secteur du commerce concentre toujours plus de la moitié de la totalité des incidents déclarés. Viennent ensuite le secteur de la construction, avec 21,2 % des montants impayés, l'industrie (12,4 %), et les services (11,4 %), notamment dans les activités de transports.

En 2013, 7 090 effets de commerce impayés ont été enregistrés, soit une diminution de 3,2 % sur un an. La contraction observée ces trois dernières années s'explique pour l'essentiel par une moindre utilisation des effets de commerce.

La progression de 3,9 % du montant moyen des impayés engendre une hausse du montant total de 0,6 %, pour s'établir à 36,4 millions d'euros.

Répartition des montants des incidents de paiement par activité en 2013



Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES

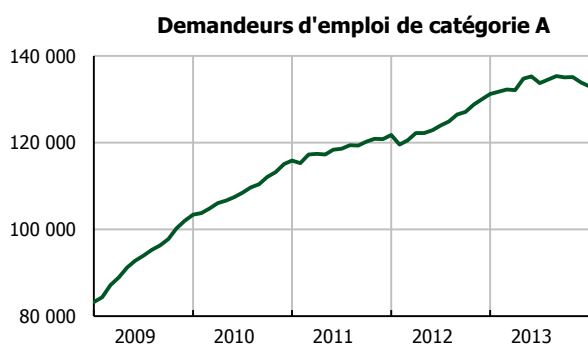
LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	130,6	+ 0,3 %	+ 0,8 %
	IPC France entière	127,6	+ 0,3 %	+ 0,7 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	22 403	- 16,4 %	- 3,6 %
	Cumul (milliers d'euros)	22 403	-	- 3,6 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	377,0	- 10,8 %	+ 13,0 %
	Cumul (millions d'euros)	4 426,3	-	- 5,0 %
	Exportations (millions d'euros)	31,2	+ 16,2 %	+ 22,2 %
	Cumul (millions d'euros)	296,1	-	- 3,5 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	133 010	- 0,7 %	+ 1,3 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Décembre 2013	200 198	+ 25,9 %	+ 2,7 %
	Cumul	cumul Déc.	2 062 011	-	- 1,6 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Septembre 2013	59 400	- 12,3 %	- 0,8 %
	Cumul	cumul Sept.	574 500	-	- 2,9 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Décembre 2013	24 936	-	+ 1,0 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Décembre 2013	336,7	-	+ 9,8 %
	Effectifs salariés du BTP	Décembre 2013	15 373	- 2,8 %	- 4,9 %

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi à fin décembre 2013



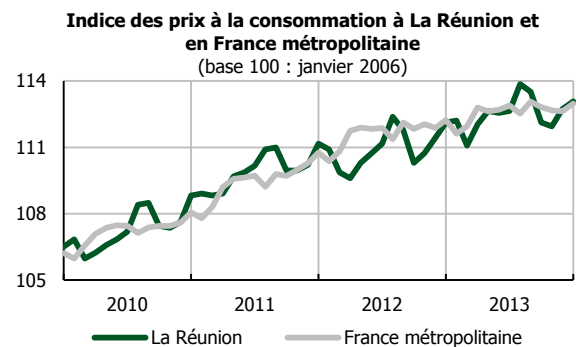
Source : Pôle emploi, données CVS

A fin décembre 2013, le nombre de demandeurs de catégorie A inscrits à Pôle emploi (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant exercé aucune activité) s'établit à 133 010, en baisse de 1,5 % (CVS) par rapport à fin septembre 2013. Néanmoins, sur un an, 1 740 personnes supplémentaires se sont inscrites à Pôle emploi, soit une augmentation de 1,3 %. Cette progression est nettement en deçà de celle constatée depuis 2008, où le nombre de demandeurs d'emploi progressait de plus de 10 000 en moyenne par an. Au niveau national, le nombre de demandeurs de catégorie A s'accroît de 5,3 % en un an.

Hausse des prix à la consommation modérée en 2013

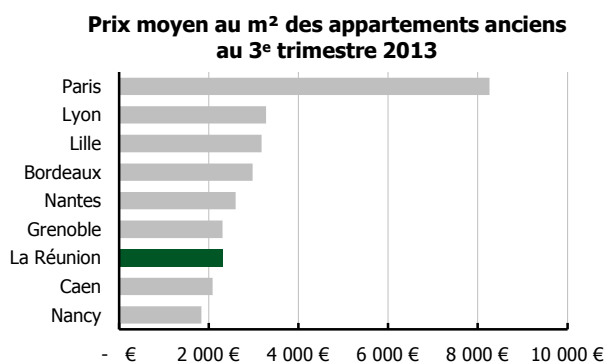
A l'instar de la France métropolitaine, l'inflation réunionnaise reste modérée en 2013, avec une hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) de 0,8 % à fin décembre sur un an, contre + 0,9 % un an auparavant. En France métropolitaine, l'IPC progresse de 0,7 %.

L'augmentation de 5,6 % des prix de l'énergie participe à cette évolution, en raison de la fin du subventionnement du prix du gaz. Les prix de l'alimentation et du tabac sont également en hausse. A l'inverse, l'indice des prix des services, principale composante de l'IPC, baisse de 0,4 %, notamment dans les transports et télécommunications (- 1,7 %).



Source: Insee - IPC

Hausse du prix médian des appartements anciens au 3^e trimestre 2013



Source: Notaires de France, indice de valorisation Notaires - Insee

Selon les « Notaires de France », le prix médian des appartements anciens vendus à La Réunion est estimé à 2 300 €/m² au troisième trimestre 2013. Il augmente de 1,9 % sur un an, tandis que l'indice Notaires-Insee sur les ventes d'appartements anciens en France métropolitaine baisse de 1,3 % (- 1,0 % en province). Le prix médian au m² dans l'île est proche de celui observé à Rouen et à Grenoble, mais nettement en deçà du prix médian parisien (8 260 €/m²).

Parallèlement, le prix médian des maisons anciennes à La Réunion augmente également (+ 1,3 %) et s'établit à 202 500 euros. A l'inverse, l'indice Notaires-Insee sur les ventes de maisons anciennes en France métropolitaine baisse de 2,0 % (- 2,3 % en province).

La note de conjoncture immobilière des notaires de France est disponible sur [leur site internet](#).

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

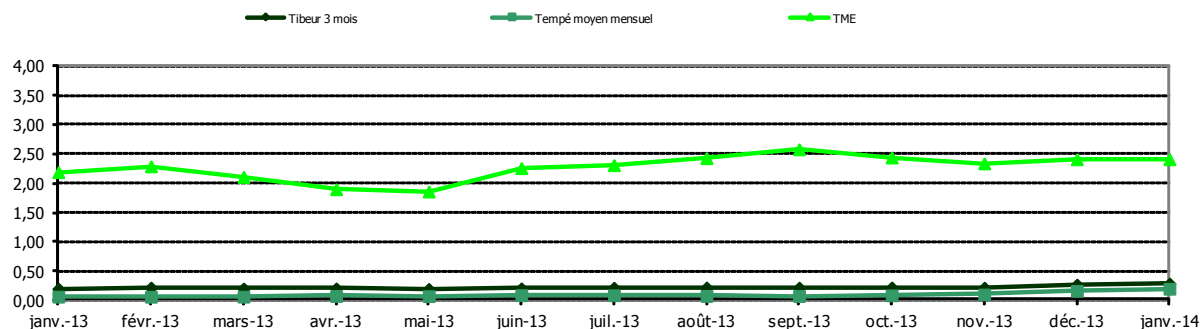
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Janvier 2014)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0924%	0,1057%	0,1694%	0,2051%	0,2240%	0,2920%	0,3960%	0,5620%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
2,44%	2,34%	2,41%	2,41%	2,64%	2,54%	2,61%	2,61%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1er janvier 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,04%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,96%
Prêts à taux variable	4,51%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,76%
Prêts-relais	5,23%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,83%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,31%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,36%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	15,12%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	10,35%	Découverts en compte (1)	13,31%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

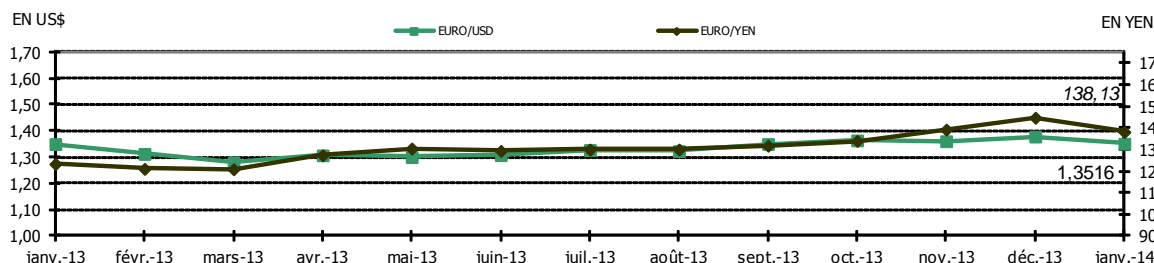
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3516	EURO/ZAR (Afrique du sud)	15,2836	EURO/SRD (Surinam)	4,4502
EURO/JPY (Japon)	138,1300	EURO/BWP (Botswana)	12,3098	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4139
EURO/CAD (Canada)	1,5131	EURO/SCR (Seychelles)	16,5656	EURO/DOP (Rép. Dom.)	58,042
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8214	EURO/MUR (Maurice)	41,2293	EURO/BBD (La Barbade)	2,6975
EURO/SGD (Singapour)	1,7278	EURO/BRL (Brésil)	3,2829	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,6437
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,4969	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,4851	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3117,453	EURO/XCD (Dominique)	3,641	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : T. Beltrand

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achevé d'imprimer le 14 février 2014 - Dépôt légal : février 2014 - ISSN 1240-3857